

à Madame la commissaire enquêtrice,

Madame,

Je tiens à apporter mon concours à l'enquête publique du projet UGIRING La Léchère et à dire les raisons de mon désaccord :

**Le projet UGIRING proposé faisant l'objet d'une demande d'autorisation en vue d'exploiter un site de valorisation de coproduits industriels, pour la production de ferroalliages à La Léchère sur l'ancien site de FERROPEM amène les remarques et questions suivantes :**

**1/ peut-on être rassurés par le dossier présenté** qui montre aussi peu de professionnalisme et donne l'impression d'une volonté de minimiser les dangers réels tout au long de sa lecture ?

L'obligation de demander des compléments d'information sur des points cruciaux démontre que NON.(notamment par MRAE)

Il semble que la demande ait été prise comme une simple formalité à remplir et que le résultat en était déjà acquis ! (incompétence, cynisme ou volonté de désinformation?)

D'ailleurs certaines réponses apportées aux questions dans le mémoire de réponse à la MRAE font état de ce cynisme.

**2/ Les droits environnementaux sont bafoués** avec les atteintes irréversibles de polluants éternels dans un environnement qui a déjà beaucoup souffert.

– **Les droits des citoyens sont bafoués :**

- par l'absence de communication sur ce projet et une information tardive d'UGIRING ... lorsque cela s'est ébruité,

- par le délai de réponse au 15 mars qui a demandé aux habitants de se mobiliser très vite afin de s'informer tous azimuts, (même prolongé au 31 mars c'est mieux mais court)

- des documents techniques demandant du temps pour des non initiés,

- par l'absence de communication de la part des élus, ayant laissé les principaux intéressés dans l'ignorance totale de ce projet au combien impactant.

– **les droits de l'enfant sont bafoués :**

– car ignorés complètement, alors que ce sont eux les plus vulnérables dont la santé sera le plus impactée ! Et que comme ils n'ont pas leur mot à dire, on se doit de parler pour eux

**3/ L'antériorité de la zone I ne doit pas prévaloir bêtement et sceller le sort des populations riveraines.**

**Nous sommes les héritiers d'une situation antérieure non souhaitée qui ne doit pas nous pénaliser AD VITAM ETERNAM.**

Presque 100 ans à avoir les nuisances de plus en plus lourdes de l'industrie CA SUFFIT.

C'est un véritable hold-up et une **injustice environnementale !**

Maintenant nous aspirons à être les acteurs de la transformation. La destruction au prétexte d'hypothétiques progrès nous n'en voulons plus. Elle se fait au détriment de la population et de l'environnement et ne sert les intérêts que de financiers avides et de décideurs non éclairés.

Il serait préférable de se mettre tous ensemble pour réinventer notre cadre de vie avec des projets porteurs d'espoir et moins polluants.

Là, on se retrouve avec un projet dont le **prix à payer par les habitants est exorbitant !**

Nos élus se sont précipités sur un projet « clé en main » au lieu de se creuser les méninges et de faire appel à une réflexion approfondie avec des acteurs confirmés, en concertation avec leurs administrés.

**4/ Le projet instaure une inégalité de fait entre l'industriel, soutenu par les autorités nationale, régionales et locales, et les « indigènes »** considérés comme des incapables (au sens juridique – quoique?) tout juste bons à être mis sous tutelle, ou pire, jugés comme des être dangereux à museler.

5/La **bataille** est **inégal**e au vu de la technicité du dossier et les délais alloués (même prolongés) pour réagir.

Les documents que l'on a pu consulter tardivement sont par essence compliqués pour des personnes dont ce n'est pas la spécialité. Notamment, toutes les réglementations ne permettent pas toujours de les appréhender clairement Et le délai est tellement court que s'informer est difficile voir impossible.

C'est bien là dessus que comptent tous les acteurs de ce projet.

C'est donc bien une **inégalité des chances - inacceptable aujourd'hui** - qui se traduit par la mise à l'écart d'un grand nombre des personnes qui subiront les nuisances mortifère de ce projet.

Une prorogation **très significative** (les 15 jours supplémentaires sont bienvenus mais à mon avis toujours insuffisants) de l'enquête publique doit être proposée pour que chacun puisse se faire une idée en se faisant aider si besoin par des personnes qualifiées et se défendre.

**6/ Le projet proposé va ouvrir la porte au développement d'autres projets dans la vallée** dont nous ne savons rien très précisément aujourd'hui. Il semble que celui de TOKAI-COBEX en particulier soit une condition sinequanone à l'arrivée du gaz selon nos élus. (le projet serait donc d'ores et déjà certain d'être accordé?)

(La commune de la Léchère accueille déjà 10 sites avec des activités soumises à enregistrement ou aux autorisations au titre des ICPE – on voit bien que secteur est largement « industriel »)

Et le journal la Savoie - on s'informe où on peut, car on va être obligés de renouveler de vigilance - nous apprend le 14/03/24 que l'usine de métaux spéciaux de St Marcel a de son côté l'ambition de s'attaquer au marché des batteries lithium du futur.

Comme on le voit le bassin de vie va vite se transformer en bassin de mort ! Et le « futur » n'a qu'à bien se tenir ! ...

Au train où le « tout électrique » s'installe on peut déjà se faire des cheveux blancs !

**7/ La région Auvergne-Rhône-Alpes compte en 2023 déjà 110 sites SEVESO seuil haut et 75 SEVESO seuil bas.** Soit plus que chacune des autre régions en France (source ministère Ecologie) Et en Savoie 8 sites SEVESO seuil haut et 7 seuil bas (source Préfecture Savoie).

Ce seul état de fait devrait faire réfléchir non ?

Pour nous , deux lieux d'implantation, situés à 7 km à vol d'oiseau, à proximité de la N90

(desservant la Tarentaise et Haute Tarentaise) qui auront obligatoirement des conséquences sur l'environnement et les humains, grands et surtout petits.

ET COMBIEN ENCORE DE CES INSTALLATIONS SI ON NE DIT RIEN ?

**8/ Sachant que la configuration du site encaissé** semble problématique pour la dispersion des polluants, (mais les documents sont insuffisants) une véritable étude beaucoup plus large, sur tout le bassin de vie des habitants (jusqu'à Moûtiers) devrait être menée.

Car le nombre de personnes touchées risque d'être beaucoup plus important que ce qui nous est dit dans le dossier et l'on sait bien depuis Tchernobyl que les pollutions ne s'arrêtent pas aux frontières

**9/ Les nuisances seront de toutes sortes et il y en aura pour tout le monde :**

- environnement : pollution des sols, des eaux, de l'air
- biodiversité : destruction, perturbation des espèces et des écosystèmes ...
- paysages : aggravation par le projet
- cadre de vie : fumées, bruit, odeurs, circulation...

- prix de l'immobilier
- activités : agricole, pastorale, commerciale, touristique, ...
- SANTE : anxiété, maladies des enfants, des adultes et des personnes dites non sensibles dans le dossier ! (VOIR POINT 12 CI DESSOUS)
- Secteurs économiques : agricole, pastoral, touristique, commercial, thermal, pêche ...
- d'image : désastreuse à l'arrivée sur la N90 car contrairement à ce qui est dit ce sera encore plus moche et oppressant !  
Et de la Savoie même, qui se targue d'un environnement sain et de produits locaux exceptionnels (le Beaufort – AOC-AOP - notamment « fierté de nos montagnes ») et 5 IGP - principalement des fromages, des pommes et des poires)

**ON VOIT QU'ON A PLUS A PERDRE QU'À Y GAGNER ! (et les emplois que l'on nous fait miroiter ne compenseront pas les emplois perdus)**

**10/ Parlons maintenant de la captation de l'eau au seul profit de ce projet** (dont au passage la quantification projetée semble totalement fallacieuse) : encore un point qui rend ce projet **INACCEPTABLE** quand on sait que régulièrement des restrictions d'eau sont faites avec interdiction d'avoir même l'utilité des bassins dans les villages !

« Tout le monde doit faire des efforts » Tout le monde vraiment ?

Le changement climatique impacte de plus en plus le département (avec parfois des phénomènes qui surprennent même les anciens !), et les Alpes sont des zones parmi les plus réchauffées dans le monde : forts épisodes de canicules l'été, hivers de moins en moins enneigés, hausse conséquente des températures...

**La quantité d'eau disponible diminue et ne peut être garantie pour les années à venir. Cela a-t-il bien été envisagé ?**

Dans le § « gestion de l'eau en période de sécheresse » on voit que UGIRING pourra ponctionner encore de l'eau (avec des exemptions bien pratiques et bien opportunes) car il faudra bien, ne serait-ce que pour la sécurité- avoir de l'eau et puis une usine cela ne s'arrête pas si facilement. Donc, UGIRING est considéré comme un projet clé, - protecteur de l'environnement – qui aura des droits supérieurs à ceux des populations qui mourront de soif afin de « protéger » un environnement dont ils seront exclus définitivement.

**De plus le forage proposé aura obligatoirement un impact sur les sols déjà fragiles.**

**11/ Impossibilité financière pour la commune, nous a-t-il été dit par un élu, de s'opposer à cette implantation en préemptant, le coût étant trop élevé pour les finances locales.**

Il y a bien encore une fois **inégalité des chances** face au pouvoir de la finance et des décideurs et ce sont bien sûr les habitants qui vont en supporter tous les inconvénients.

(Bon, nos élus auraient dû faire différemment – voir point 3 ci-dessus)

La société UGIRING présente-t-elle vraiment toutes les garanties nécessaires pour toute sa durée, : de son installation à la fin de son fonctionnement et son démantèlement ?

Et sachant les participations de 30% , les garanties financières en cas de fermeture « volontaire » de la part d'UGIRING ?

## **ET MAINTENANT ON ARRIVE DANS LE DUR : LA SANTE DES POPULATIONS là on est obligé de reprendre le dossier :**

### **EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES (p 268)**

Les textes du dossier déposé par UGIRING sont entre « ... » :

**« L'évaluation des risques sanitaires a pour objectif d'évaluer quantitativement les impacts potentiels du projet UGI'RING vis-à-vis de la santé de la population locale. »**

**« L'étude a été réalisée pour une exposition chronique des populations riveraines. L'exposition des populations (adultes et enfants) a alors été évaluée en considérant un scénario d'exposition majorant et les concentrations atmosphériques et les dépôts au sol ont été estimés à l'aide du logiciel de dispersion atmosphérique ARIA Impact. Le scénario retenu a été volontairement choisi très majorant, permettant de couvrir largement l'ensemble des scénarios possibles du domaine d'étude (habitation, industrie, école). En effet, ce scénario a considéré des adultes et enfants exposés à la concentration maximale modélisée par le modèle de dispersion, ainsi qu'une exposition 24h/24 et 365j/365 aux rejets du site »**

**« Les résultats de cette étude permettent ainsi de conclure que le risque sanitaire pour les populations riveraines du site est acceptable, et reste sous les valeurs cibles aussi bien pour les effets à seuil que pour les effets sans seuil »**

#### **ACCEPTABLE POUR QUI ?**

**« Les substances traceuses de l'activité ont été retenues sur la base des sources retenues (rejets atmosphériques du four électrique, du sécheur, du dispositif de solidification du métal et de la préparation de charge), des polluants réglementés dans les émissions atmosphériques (arrêtés ministériels, BREF, ...), de la connaissance des spécificités des produits/déchets mis en œuvre sur le site et de l'identification des substances les plus toxiques d'un point de vue sanitaire. Il s'agit des poussières totales, monoxyde de carbone, dioxyde de soufre, oxydes d'azote, acide chlorhydrique, acide fluorhydrique, composés organiques volatils (COV), méthane, fer, plomb, Cd+Hg+Tl, As+Se+Te, Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn, dioxines-furanes et ammoniac. »**

#### **HUM, CA FLEURE BON !!!**

**« Des spéciations pour les poussières totales, pour les sommes de métaux et pour les COV ont dû être réalisées car l'évaluation des effets sur la santé ne peut être réalisée pour un mélange (absence de Valeur Toxicologique de Référence pour un mélange), mais substance par substance. »**

le dico dit :

**La spéciation** chimique d'un élément est la distinction entre les différentes formes de liaisons possibles (les espèces) de cet élément dans un environnement donné. Elle dépend du type de complexe que l'élément va former avec les ligands présents dans l'environnement et de son degré d'oxydation.

**Ligand** : atome, ion ou molécule portant des groupes fonctionnels lui permettant de se lier à un ou plusieurs atomes ou ions centraux

**DONC ON NE SAIT PAS LES RISQUES REELS ENCOURUS CAR IL N'Y AURAIT PAS D'ETUDE REFERENTE POUR DES MELANGES DE CES TOXIQUES CHIMIQUES .**

**ON PREFERE FAIRE LE PROJET ET PUIS TANT PIS, ON VERRA BIEN ! TANT PIS POUR LES HABITANTS !**

## **LES APPRENTIS SORCIERS CA SUFFIT!!!Ils vont finir par éradiquer toute vie sur cette planète !**

« Une interprétation de l'état des milieux a été réalisée dans le cadre de la deuxième étape. Elle a consisté en la réalisation de **mesures dans l'environnement autour du site** : concentrations dans l'air et concentrations dans les sols pour les substances traceuses du projet. **Les résultats ont permis de mettre en évidence la compatibilité des milieux avec les usages pour l'ensemble des substances, à l'exception du chrome VI, et des poussières PM10 et PM2,5, pour lesquels les résultats indiquent une vulnérabilité des milieux.** UGI'RING propose de se rapprocher de ATMO Auvergne-Rhône-Alpes et/ou de l'ARS pour mettre en place une **surveillance dans l'air après** démarrage sur ces substances. »

## **OUPS ! QUE SE PASSERA T-IL UNE FOIS LE PROJET LANCE SI LES MESURES NE SONT PAS BONNES ?**

## **QUELS SERONT LES MOYENS POUR Y REMEDIER APRES ET Y AURA T-IL SEULEMENT DES SOLUTIONS ? C'est sûr qu'on ne fermera pas l'usine, les yeux peut-être ?!**

### **Sachant les effets du :**

**CHROME VI :** (source : centre de lutte contre le cancer Leon Bernard)  
principale sources de rejet dans l'environnement : les industries  
l'alimentation (nourriture et eau de boisson) principale voie d'exposition pour la population  
sa concentration dans l'eau de boisson ne doit pas excéder 50 unitesg/l,mais l'ANSES considère cette valeur non protectrice pour la santé publique  
cancerogène par inhalation,

### **et des POUSSIÈRES PM10 et PM2,5 : (inhalables)**

Particules de diamètre inférieur à 10 micromètres pour PM10  
inférieur à 2,5 micromètres pour PM2,5 (pénètrent plus  
profondément l'appareil respiratoire  
provoquent asthme et pathologies respiratoires irritations oculaires, risques pour les enfants et fœtus  
... LISTE NON EXHAUSTIVE, hélas

## **ON NE PEUT QUE DIRE NON A L'OUVERTURE DE CETTE USINE.**

## **A T ON RECENSE, dans ce bassin de vie, LE NOMBRE DE PERSONNES DONT LA MALADIE POURRAIT RELEVER DE L'EXPOSITION A DES SUBSTANCES TOXIQUES ET LE NOMBRE D'ENFANTS PRESENTANT DE MALADIES GRAVES (cancers, malformations...) ET NOTAMMENT NEUROLOGIQUES POUVANT EGALEMENT Y ETRE LIEES ???**

## **QUE FAIT ON DU DROIT A LA SANTE DE TOUS ET DES DROITS DE L'ENFANT EN PARTICULIER sachant sa grande vulnérabilité ?**

Comme il ne semble pas y avoir aucune étude de ce type (???°), puisqu'introuvable ce serait une première qui pourrait en inspirer d'autres afin de protéger vraiment la santé des français(et de faire faire des économies à la sécurité sociale)

Une étude indépendante avec des comparatifs sur d'autres secteurs exposés et non exposés doit être **exigée** ! Et ce **avant** l'implantation du projet !!!

**La santé des personnes n'a pas de prix (mais elle a un coût - que la sécurité sociale est en mesure d'apprécier et qu'elle nous reproche régulièrement avec raison) et celle des enfants devrait primer sur toute autre considération !!!**

**CE BASSIN DE VIE N'A DEJA ETE QUE TROP IMPACTE !**

ON VOIT OU CELA NOUS A MENE TOUTES CES TECHNOLOGIES INNOVANTES QUI DEVAIENT NOUS GARANTIR LE PROGRES : RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE , PLANETE EN PERDITION, MALADIES GRAVES ...

AVANT DE LANCER UN PROJET AUSSI IMPACTANT , IL FAUT TOUS LES ELEMENTS ET NE PAS SE CONTENTER D'APPROXIMATIONS, estimations, de peut être, ça devrait, on fait mieux que... comme c'est le cas dans ce dossier

#### C ONCLUSION :

- RIEN N'A ETE FAIT POUR COMMUNIQUER EN AMONT AUPRES DES POPULATION DE MANIERE CLAIRE ET RESPECTUEUSE , NI PAR UGIRING, NI PAR LES ELUS ET POLITIQUES GARANTS DE NOTRE PROTECTION
- LES DELAIS DONNES POUR REAGIR, EN RAISON DU POINT CI-DESSUS, SONT toujours INSUFFISANTS AU REGARD DE L'ENORME INQUIETUDE SUSCITEE ET DU NOMBRE DE PAGES A LIRE ET A DECORTIQUER
- DANS CE DOSSIER ON SE CROIRAIT A PARFOIS AU PAYS DES BISOUNOURS : UGIRING FAIT DE L'AUTO SATISFACTION. POURTANT IL PRESENTE DE NOMBREUSES ZONES D'OMBRE ET APPROXIMATIONS ET POSE PLUS DE QUESTIONS QU'IL N'APPORTE DE REPONSES .

**MAIS NOUS, on le sait bien qu'on est pas au pays des Bisounours !**  
**Seulement au pays des DROITS DE L'HOMME qui là ont pris un**  
**coup dans l'aile.**

Veillez agréer, Madame, les salutations respectueuses d'une lécheraine en colère